

# Au Liban, une situation explosive

Monde

---

Par [Joseph Bahout](#)

Publié le 14 avril 2026

*Professeur de sciences politiques, directeur de l'Institut Issam Farès de politiques publiques et d'affaires internationales à l'Université américaine de Beyrouth*

**Israël a annoncé le 8 avril que son action au Liban n'est pas interrompue par le cessez-le-feu négocié entre l'Iran et les Etats-Unis. Le gouvernement israélien de Benjamin Nétanyahou considère qu'il doit saisir le moment actuel pour affaiblir de façon décisive, voire définitive, le Hezbollah au Liban. Cependant, au-delà des frappes massives et de l'occupation du Sud Liban, l'objectif politique israélien reste opaque et risque de semer le chaos et de déstabiliser un pays institutionnellement fragile, politiquement divisé et socialement durement éprouvé. Cela est d'autant plus le cas que, quelques jours après la trêve sur le front iranien, Nétanyahou a ressorti la carte de la négociation avec le gouvernement libanais, selon un format encore flou, et sur un agenda portant explicitement sur le désarmement total du Hezbollah. Il reste à voir comment, et dans quelle mesure, les deux**

**processus de négociation (Iran avec Etats-Unis et Liban avec Israël) peuvent s'articuler, se compléter ou... échouer.**

LA GRANDE CONVERSATION

**Parallèlement à son action militaire lancée contre l'Iran le 28 février, Israël a décidé une nouvelle offensive contre le Hezbollah au Liban, en reprochant au gouvernement libanais de ne pas être capable de désarmer le Hezbollah. Comment cette nouvelle crise s'inscrit-elle dans le contexte ouvert par les massacres du 7 octobre 2023 ?**

---

Pour Israël, cette nouvelle offensive doit constituer un des derniers chapitres de la guerre ouverte le 7 octobre. Dans la tête de Benyamin Nétanyahou et des stratèges israéliens, peut-être même plus largement de la classe politique israélienne, c'est une campagne qui s'inscrit dans cette même guerre, après l'opération contre Gaza qui a eu sa propre extension au Liban. Au lendemain des massacres du 7 octobre, dès le 8 octobre, le Hezbollah est entré dans ce qu'il a appelé la guerre de soutien (« Harb el-Esnad »), qui a été une « drôle de guerre » pendant un très long moment, puisque d'octobre à juin-juillet, les échanges de tirs sont restés confinés au sud Liban, même s'ils montaient en gradation.

Plusieurs éléments de contexte sont importants à rappeler. Tout d'abord, l'administration Biden était encore aux affaires et elle développait des efforts pour contenir le brasier libanais. L'envoyé spécial américain cherchait à obtenir des garanties que la guerre resterait confinée au sud, ce qui imposait que le Hezbollah ne dépasse pas une certaine limite. Deuxième point de contexte, le Liban n'avait pas de président de la République, faute d'un accord politique entre les partis, ce qui créait une situation de vacance institutionnelle. À partir de l'été, les frappes ont commencé à vraiment monter en puissance. Fin août, on change de dimension avec l'opération des *pagers*

piégés, qui a tué de nombreux cadres du Hezbollah, puis l'assassinat du leader historique du mouvement, Hassan Nasrallah, et la décapitation du premier cercle du parti, c'est-à-dire les 15 chefs historiques importants qui ont été liquidés en deux ou trois frappes. A partir de là, Israël a commencé à afficher clairement sa volonté d'éradiquer le Hezbollah. Sous les coups, le Hezbollah a accepté, en novembre 2024, par le truchement du Président du Parlement libanais, un accord de cessation des hostilités, négocié par ce gouvernement intérimaire fantomatique. Mais tout le monde savait depuis ce jour-là, le 27 novembre 2024, que la reprise de la guerre n'était plus qu'une question de temps. Nous savions que nous vivions dans une sorte de sursis.

A partir de janvier 2025, en profitant de la nouvelle donne, c'était-à-dire de l'affaiblissement du Hezbollah, le Liban est sorti de sa situation transitoire et s'est doté d'un pouvoir politique plus ou moins effectif avec l'élection du président de la République, en la personne de l'ancien commandant en chef de l'armée, Joseph Aoun, et la nomination d'un Premier ministre, Nawaf Salam, un technocrate et ancien activiste qui vient de la société civile. Deux points essentiels ont été inscrits à l'agenda de ce nouveau pouvoir. Le premier, le plus important, et qui est l'obsession de la communauté internationale – tout comme celle d'une partie importante des libanais eux-mêmes – c'est le désarmement du Hezbollah, dans une lecture particulièrement large de l'accord de cessez-le-feu. Le Hezbollah a accepté un cessez-le-feu, il a accepté de démanteler ses infrastructures au sud du fleuve Litani, mais conteste que l'accord concerne tout ce qui est au nord. Le Hezbollah est représenté dans le gouvernement qui se propose de le désarmer, ce qui rend les choses très difficiles ; le Hezbollah disant même qu'il est représenté dans le gouvernement parce qu'il n'était pas question de désarmement mais d'instaurer une trêve au sud de Liban. Nous vivons actuellement les résultats de cette ambiguïté. Chacun joue avec des termes imprécis. Israël, de son côté, dit que l'accord comprend l'engagement du

gouvernement libanais de désarmer le Hezbollah, dans un délai d'un an. Or, disent-ils aux autorités libanaises, vous ne l'avez pas fait, maintenant, c'est à nous de le faire. Le deuxième point à l'agenda du gouvernement, c'est la réforme économique et financière pour mettre fin à la crise historique en cours. Mais, sur ce point non plus, aucun progrès n'a été fait. C'est dans ce contexte que Trump revient au pouvoir. Une pression commence à se faire sentir sur le gouvernement libanais et l'armée libanaise, pour accélérer le désarmement. Depuis presque 4-5 mois, les menaces étaient arrivées au point où l'on savait que la guerre allait éclater, parce qu'on savait qu'un gouvernement ne pouvait pas faire plus, pour une multitude de raisons. Parce que le Hezbollah fait partie du gouvernement, parce que le gouvernement libanais est, comme toujours, paralysé par des contradictions communautaires, parce que l'armée libanaise, qui est composée des différentes communautés, ne peut pas aller au conflit direct avec le Hezbollah, qui défend quand même, malgré la faiblesse de l'argument, un territoire libanais occupé. De plus, les raids israéliens n'ont pas cessé un seul jour depuis novembre 2024, avec des raids profonds sur le territoire libanais, des assassinats ciblés. Entre temps, il y a eu la guerre des 12 jours, en juin 2025 qui nous apparaît comme une sorte de répétition générale de ce qui se passe aujourd'hui. Depuis le 7 octobre, Israël perçoit toute cette affaire comme un moment historique, « *golden moment* » disent les Israéliens, pour changer l'équation générale dans la région, détruire tous leurs adversaires. Entre temps il y a eu la chute du régime de Assad, qui a été un coup énorme porté au Hezbollah, privé de sa base arrière. Plus généralement, tout l'axe chiite dans le Levant est cassé : l'Irak est au pied du mur, l'Iran est affaibli par les frappes, le Hezbollah est pratiquement décapité au Liban. Israël pense qu'il faut saisir l'occasion pour remodeler le Moyen-Orient pour les 50 ans à venir.

**Après la chute d'Assad en Syrie et les frappes contre l'Iran en juin 2025, il apparaissait clairement que l'axe chiite pro-iranien était affaibli. Pourtant, le Hezbollah arrive à se maintenir. Comment parvient-il à garder sa force au Liban ?**

---

Le Hezbollah a montré qu'il était capable de reconstituer ses forces et son armement. Il lui a suffi de 24 heures, après le 2 mars, pour reprendre le contrôle du Sud Liban où sa présence avait été supposément détricotée. L'armée américaine avait donné un satisfecit à l'armée libanaise en reconnaissant qu'au Sud du fleuve Litani le Hezbollah avait été démantelé. En 24 heures, le Hezbollah a montré d'abord qu'il était capable de tirer de nouveau des missiles de longue portée et même parfois beaucoup plus sophistiqués que ce qu'il a utilisé en 2024, en atteignant par exemple Ashkelon au sud d'Israël. Il a déployé de nouveau l'unité d'élite, le fameux Radwan, au sud du Litani. Israël se rend compte qu'elle fait face à une sorte d'hydre, que ce soit en Iran, en Irak, au Liban. Même au Yémen où il y a 6-7 mois des frappes avaient soi-disant décapité toute la hiérarchie yéménite. On se rend compte qu'en fait les Houthis continuent à opérer comme si de rien n'était. Le Hezbollah est capable de descendre sous terre pendant un an et demi, de donner l'impression qu'il est anéanti alors même qu'il est en train de se reconstituer, de recapitaliser même les circuits financiers. Alors que tout le monde pensait que le Hezbollah n'avait plus un dollar en réserve pour payer ses combattants, on se rend compte aujourd'hui que le Hezbollah a fait rentrer pratiquement un milliard de dollars par mois pendant la période 2024-2025. Ce que l'on rate de voir, à chaque fois, c'est que le Hezbollah, ce ne sont pas que des combattants et des apparatchiks, c'est toute une société, un environnement, une infrastructure, une idéologie, etc.

JOSEPH BAHOUT

On observe la même chose en Iran. Les Israéliens ont le même scénario, ils veulent aller jusqu'au bout et faire chuter le régime. Mais plusieurs sous-scénarios sont possibles et tous très compliqués. Ce sera peut-être l'effondrement du régime sans que rien ne le remplace. Ce sera peut-être un effritement de l'Iran, une décomposition régionale. On peut aussi avoir un régime qui se radicalise, ce qui semble le cas aujourd'hui, avec des dirigeants qui veulent entraîner les États-Unis dans une sorte de guerre d'usure sans fin, dont Trump aura du mal à se libérer.

LA GRANDE CONVERSATION

**Depuis le début, l'objectif politique, le « jour d'après », reste dans le flou. Où va la stratégie de Benyamin Nétanyahou ?**



JOSEPH BAHOUT

D'un point de vue stratégique, on touche la limite du projet israélien. Tant qu'il n'y a pas de projet politique pour remplacer tout ce qui est détruit, on en revient toujours aux mêmes écueils. S'il n'y a pas un projet de Liban où le Hezbollah est politiquement intégré, s'il n'y a pas un projet d'architecture régionale où l'Iran est intégré comme un acteur reconnu, quitte à passer par des accords sur le nucléaire, la force et la destruction ne permettent pas de construire un ordre stable. C'est une perspective de guerre infinie. Il faut rappeler qu'en 1982, c'est l'occupation du Sud-Liban par Israël qui chasse les populations du Sud vers le Nord et qui donne naissance au Hezbollah. Il s'en est suivi un tunnel de 20 ans pour mettre fin à la guerre civile au Liban, qui n'a pu être achevée qu'en confiant la tutelle du pays à la Syrie. Israël est capable d'affaiblir considérablement le Hezbollah. Mais le Hezbollah restera une force armée et radicalisée au Liban. Depuis le 2 mars, plus d'un million de personnes ont été déplacées au Liban. Ce qui nous mène à nouveau à un risque de guerre civile.

LA GRANDE CONVERSATION

**Comment comprendre la stratégie iranienne ? A la fin de la guerre des 12 jours, on avait l'impression que les Iraniens étaient incapables de riposter, qu'ils avaient perdu leurs moyens militaires.**

---

JOSEPH BAHOUT

C'est ce qu'ils appellent eux-mêmes la « patience stratégique », c'est leur doctrine militaire. Et le Hezbollah l'applique également. Du 27 novembre 2024 jusqu'au 2 mars 2026, 520 opérateurs du Hezbollah, parfois de haut niveau, ont été assassinés par Israël après le cessez-le-feu. Le Hezbollah n'a jamais riposté, si bien que tout le monde pensait qu'ils étaient au bout. Depuis mars, on se rend compte qu'il n'en est rien.

**L'Iran, en réplique aux attaques israélo-américaines développe une stratégie d'« escalade horizontale » qui consiste à diffuser géographiquement le conflit en impliquant des pays du Golfe. Est-ce un « suicide diplomatique » ou une opération maîtrisée ?**

---

La stratégie iranienne, c'est une déclinaison beaucoup plus cruelle et probablement plus sophistiquée de ce qu'on appelle dans la doctrine stratégique française la dissuasion « du faible au fort ». Ce qui consiste à dire : je ne peux pas gagner, mais je peux monter les coûts pour l'adversaire à un niveau tellement insupportable que même sa victoire peut être remise en question. En outre, je peux prendre des coups parce que j'ai une forte capacité à endurer. Le « *pain level* » iranien est beaucoup plus élevé que celui de puissances comme les États-Unis. C'est pourquoi le pays peut s'installer dans la durée, jouer sur le temps et sur l'espace par la dissuasion horizontale. L'objectif est que tout le monde se rende compte que c'est très risqué de laisser se faire ce qui se fait. Cela peut pousser les États du Golfe faire pression sur les Américains pour qu'ils s'arrêtent. Sans faire de culturalisme, c'est aussi une attitude ancrée dans la grande geste chiite du sacrifice, du martyre.

Leur objectif est de créer une situation qui place le système international devant une sorte de guerre totale, finale, sans se préoccuper de la suite. C'est un peu ce que Bachar al-Assad faisait en Syrie. L'objectif est la survie du régime, même à un coût qui semble exorbitant, même au prix de la destruction du pays. Quel est le projet politique du jour d'après ? A mon avis, il y a un chiasme entre la position américaine et la position israélienne, que ce soit au Liban, en Syrie ou en Iran. Les Israéliens se placent dans une optique de chaos régional permanent, dans laquelle ils peuvent surnager comme la force organisatrice la plus puissante. Les États-Unis n'adhèrent pas à ce projet, d'abord parce qu'ils ont d'autres priorités et qu'ils ne

JOSEPH BAHOUT

veulent pas rester indéfiniment comme les gendarmes de la région, ils n'ont pas envie de faire du micro-management au jour le jour. En outre, ça les arrange d'avoir des États même affaiblis, sans pour autant être des États faillis, avec qui traiter, qui sont responsables de ce qu'on leur demande, etc. En Syrie, par exemple, c'est pour ça qu'ils soutiennent très fortement le nouveau pouvoir d'al-Charaa, alors que les Israéliens cherchent tous les jours à l'affaiblir. Au Liban, les Américains continuent de plaider auprès d'Israël pour ne pas tout détruire.

LA GRANDE CONVERSATION

**Mais les Américains, comme une partie des Israéliens, peuvent partager une vision messianique du conflit. Est-ce que cela peut expliquer pourquoi Trump s'est laissé convaincre par Netanyahu ?**

---

JOSEPH BAHOUT

En plus du rôle crucial de Nétanyahou lui-même (et il est maintenant avéré, bien explicité par de nombreux articles d'enquête dans la presse américaine), les églises protestantes évangéliques ont un poids important dans ce dossier. Ce qu'on appelle les « Christian Zionists » ont poussé à la guerre. Des responsables politiques comme Michael Huckabee ou Lindsey Graham défendent cette idée. On voit aujourd'hui, au sein du trumpisme, une sorte de lutte entre la ligne Maga isolationniste, incarnée par le vice-Président Vance, et un courant messianique pour qui Israël est aujourd'hui en train de défendre sa biblicité face à un monde de barbares.

LA GRANDE CONVERSATION

**Dans ce contexte, les Européens comptent-ils encore ? Peuvent-ils faire quelque chose ?**

Ils peuvent faire du « *damage-control* » humanitaire, aider à mettre en place des formats diplomatiques le moment venu. Mais, avant tout, les Européens sont-ils capables de parler d'une seule voix ? Depuis la guerre de Gaza, des divergences considérables sont apparues entre l'Allemagne et l'Espagne, la France et d'autres. Les Européens n'arrivent pas encore à calibrer leur relation avec les États-Unis de Trump. Beaucoup essaient encore de considérer Trump comme un allié. Macron a beau parler d'autonomie stratégique, on n'en est pas encore là. Les Européens ont du mal à reconnaître la réalité du Moyen-Orient. Ils peuvent parler en bilatéral avec les différents interlocuteurs mais la négociation finale aura lieu sans eux. Même le mandat de la Finul, dont les Israéliens ne veulent plus, risque d'être négocié sans eux. Mais il ne s'agit pas de fustiger l'impuissance européenne, il n'y avait pas grand-chose à faire du côté européen pour éviter l'impasse actuelle.

#### LA GRANDE CONVERSATION

**Les Américains semblent maintenant dans une impasse avec le blocage du détroit d'Hormuz. L'impact économique considérable de cette voie de passage pourrait pousser Trump à faire marcher arrière. Par ailleurs, l'Inde et la Chine sont désormais aussi concernés par les effets de cette crise. Comment ces autres grandes puissances peuvent-elles réagir ?**

---

On peut considérer les trois grandes puissances (Russie, Chine, Inde) comme des « *contending powers* ». La Russie d'abord, à mon avis, pourrait sortir relativement gagnante de toute cette histoire dans la mesure où les Américains, qui se sont fourvoyés dans cette affaire, vont en sortir affaiblis. De plus, pour les Russes, ce que les Américains font en Iran du point de vue des normes de la guerre et des normes internationales, c'est du pain bénit. En supprimant un chef d'État, en annonçant des bombardements sur des centrales électriques qui sont des

objectifs civils, les Américains sont clairement sortis du cadre légal international. Ce qui désarme toute critique contre l'action des Russes contre la population civile en Ukraine.

Troisièmement, on sait aujourd'hui que les Russes échangent beaucoup de renseignements avec les Iraniens, en contrepartie de la défense anti-drone fournie par les Iraniens. Les Russes n'iront pas plus loin, ouvertement, pour aider les Iraniens mais cela suffira, le moment venu, pour revendiquer une place à la table de la négociation régionale.

Les Chinois détestent être entraînés malgré eux dans du *hard power politics*. Mais, par contre, en 2022, ils avaient quand même marqué un point diplomatique en faisant une médiation efficace entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Ils sentent qu'ils ont un rôle à jouer dans ce dossier, sur le terrain diplomatique. Ils essaieront d'être parmi les reconstituteurs de l'ordre régional le jour venu. Ils savent aussi qu'un énorme débat va s'ouvrir dans le Golfe sur la perception de la menace, sur les alliances. Aujourd'hui, ils sont tentés d'aller regarder du côté de la Chine pour s'armer après que les États-Unis se sont montrés extrêmement avares avec eux en termes d'outils de défense anti-missiles, etc. Les Chinois peuvent bénéficier de ce que les Golfiens commencent déjà maintenant à appeler la diversification stratégique.

L'Inde, à mon avis, a franchi le Rubicon, avant la guerre, avec le voyage de Modi en Israël, où il a signé des accords stratégiques importants. Les Indiens, aujourd'hui, sont clairement du côté israélien. Je ne pense pas qu'ils aient une capacité de médiation. Au final, la Chine et la Russie vont profiter de cette crise.

Ce qu'a montré le déclenchement de cette guerre, c'est que Netanyahu avait les moyens d'entraîner Trump avec lui, même si on ne sait pas avec quels arguments. Maintenant, le risque pour les Israéliens, c'est que Trump se rende compte qu'il est dans un piège et décide de sortir. Mais Netanyahu a les moyens de garder Trump dans le jeu. Quand les Israéliens ont bombardé le champ gazier iranien, Trump a condamné cette action, sachant que Iraniens, en retour, allaient bombarder les installations pétrolières qatari et saoudiennes. Les Israéliens savaient bien qu'en frappant de la sorte, ils enfonçaient les Américains dans le conflit.

En ce qui concerne le Liban, pour Netanyahu, c'est maintenant un dossier purement israélien. Les Américains les laissent d'ailleurs faire. Les israéliens vont probablement prendre le Sud Liban en gage, avec une partie où il y a une occupation directe avec destruction totale des villages, qui est en cours, et une autre partie du Sud, qui sera une zone tampon dont ils auront un contrôle par voie non-physique (surveillance électronique, drones et survols, incursions, etc). Et Israël va continuer à marteler le Hezbollah au point où il n'en reste plus grand-chose au niveau stratégique, et imposer au Liban de maintenir le Hezbollah ainsi affaibli sous surveillance, voire de le confronter. Mais le risque, justement, c'est au terme de cette intervention israélienne, de laisser le Liban au bord de la guerre civile. On compte environ 1 million de personnes, en majorité des chiites qui sont déplacés du sud, qui sont arrivés à Beyrouth, dans la montagne, etc. Beaucoup ne pourront pas revenir chez eux. Comment prendre soin de toute cette population de déplacés, comment la rassurer politiquement, comment la représenter ? C'est un peu ce qu'on a vécu après 1982, quand Israël a déjà chassé la population du Sud, laquelle est venue dans les quartiers de Beyrouth qui sont aujourd'hui le fief du Hezbollah. Sans compter les quelque 800 000 réfugiés syriens, en majorité sunnites qui détestent le Hezbollah parce qu'ils les ont

JOSEPH BAHOUT

massacrés durant la guerre en Syrie. Rien qu'avec ces ingrédients, la situation est donc explosive pour le Liban.